



A - Réalisation du diagnostic initial ou "Etude de sols" avec à son issue, présentation d'un rapport d'étape et d'éventuelles propositions d'investigations légères complémentaires à mener.

B- Réalisation de ces investigations complémentaires après accord de l'inspection des installations classées et de l'évaluation simplifiée des risques.

L'ensemble des deux étapes fera l'objet d'un rapport final transmis à la préfecture du Calvados en trois exemplaires.

Article 3 : L'étape A devra être réalisée dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté. Les documents correspondants seront adressés à la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, Subdivision du Calvados.

L'étude complète devra être achevée dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la décision a été notifiée.

Article 5 : Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues aux articles 23 et 24 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement seront appliquées.

Article 6 : M. le Secrétaire Général de la préfecture du Calvados et M. le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Basse-Normandie, inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire par les soins de M. le Maire de OUISTREHAM.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté, déposée aux archives de la mairie, est à la disposition de tout intéressé, sera affiché au tableau d'affichage de la mairie pendant une durée minimale d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon lisible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis sera, par ailleurs, inséré par les soins du Préfet, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :

M. le Directeur de la Société ELF-ANTAR-FRANCE

M. le Maire de OUISTREHAM

M. le ~~DRIRE~~ Inspecteur des installations classées

Fait à CAEN, le

11 DEC. 1997



Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Rémy ENFRUN